

NUMÉRO 3

MAI 2024

LA CRISE



**EN ROUTE VERS LA FIN
DE SESSION**

Table des matières

Politique provinciale : que font les députés pour les étudiant	P.2
Résistance Queer et éducation sexuelle	P.5
On est dans le trou	P.7
La technologie et l'école, un bon mélange?	P.10
Le cinéaste Jules Falardeau fait un tour au Cégep Garneau	P.11
Sommes-nous près de l'ère du 3 ^e référendum?	P.14
Les guerres oubliées	P.15

Le Journal La Crise vous a été produit dans l'enfer de la fin de session grâce à ses belles personnes !

Rédactrices en chefs : Ariane Fortin et Clara Agharazii

Auteurs et Autrices (en ordre d'apparition) : Ariane Fortin, George Lefevre, Raphaël Blanchet, Nathan Fortin, Antonin Lahaie, Clara Agharazii et Lou'Anne Thibeault

Mise en page : Patrice Drapeau-Bisson

**SUIVEZ LA
CRISE SUR
INSTAGRAM**



Politique provinciale : que font les députés pour les étudiants?

Par Ariane Fortin



Si les étudiants se sentent bien loin de la politique à l'occasion, de nombreux enjeux les touchent directement. Que ce soit la rémunération des stages, la hausse du coût de la vie ou bien le transport en commun, le quotidien des étudiants dépend grandement des choix des élus québécois. Afin de mieux comprendre ces enjeux, *La Crise* a interrogé un député de chaque parti représenté dans la région de Québec pour connaître leur vision et leurs propositions pour les étudiants. Deux députés ont accepté de se prêter à cet exercice, soit Étienne Grandmont, de Québec solidaire (QS), et Pascal Paradis, du Parti québécois (PQ). À noter que le député de la Coalition avenir Québec (CAQ), Mario Asselin, a également été

sollicité pour ce projet. Bien que ce dernier n'ait pas eu le temps de répondre à toutes nos questions, il a tout de même émis des préoccupations concernant certains des enjeux.

Rémunération des stages

Le 26 mars dernier, des étudiants des cégeps et des universités du Québec sont descendus dans la rue pour revendiquer la rémunération de tous les stages. Cette manifestation s'inscrit dans une lignée d'actions des associations étudiantes remontant jusqu'en 2016. À ce jour, aucune action concrète n'a été prise dans ce dossier.

Pour Étienne Grandmont, la rémunération des stages est cruciale tout

comme la reconnaissance du travail des stagiaires au maintien des services publics québécois, notamment dans des domaines touchés de plein fouet par la pénurie de main-d'œuvre. En ce sens, QS propose la mise en place d'une Politique nationale des stages afin d'offrir une compensation financière pour tous les stages obligatoires.

Pour sa part, Pascal Paradis perçoit la rémunération des stages comme essentielle pour soutenir les étudiants et les attirer dans les domaines cruciaux pour l'avenir du Québec. Sa formation a d'ailleurs déposé une motion à ce sujet qui a été adoptée à l'unanimité à l'Assemblée nationale. M. Paradis déplore l'inaction du gouvernement qui a suivi et rappelle que cette lutte est une question d'équité et de reconnaissance du travail des stagiaires québécois.

La Coalition avenir Québec se défend en signalant que sa formation a dû faire des choix exigeants sur le moyen de soutenir les étudiants. M. Asselin explique que bien qu'il soit sensible à cette revendication, la rémunération des stages n'est pas la solution qu'il préconise. Son parti préfère investir massivement dans les domaines de la santé et de l'éducation. L'objectif est de permettre aux étudiants, une fois diplômés, d'avoir accès à des postes plus payants et ainsi à de meilleures conditions de travail.

Crise du coût de la vie

Au Québec, la vie coûte de plus en plus cher. Que ce soit le logement ou l'alimentation, de nombreuses personnes peinent à joindre les deux bouts. Cette situation touche les étudiants qui ont souvent de faibles revenus. Ceux-ci doivent non seulement subvenir à leurs besoins de base, mais aussi financer leurs études.

Pour Québec Solidaire, plusieurs choses peuvent et doivent être mises en place pour rendre la vie plus abordable pour la population. La formation propose, notamment, de geler les tarifs d'Hydro-Québec, de baisser les coûts de transport en commun, d'augmenter le salaire minimum à 20 \$ l'heure et de détaxer les produits usagés et les services de réparation. De plus, le parti suggère de plafonner les marges de profits des grandes chaînes d'alimentation pour diminuer le coût du panier d'épicerie.

Le Parti Québécois propose d'attaquer le problème du coût de la vie sur deux fronts, soit les loyers et le panier d'épicerie. Il propose plusieurs mesures comme la convocation des géants de l'alimentation pour qu'ils expliquent les hausses de prix, des coupons d'épicerie pour les familles en situation de vulnérabilité, la tenue d'un registre des loyers et de l'aide pour l'accès à une première propriété. De plus, la formation souligne que cette lutte repose sur le plein contrôle du Québec sur ses moyens financiers et ses décisions. Pour le Parti Québécois, cela peut uniquement se produire dans un Québec souverain.

Accès aux logements étudiants abordables

La pénurie de logements frappe le Québec de plein fouet et les étudiants en sont aussi les victimes. Actuellement, trouver un logement est un défi de taille et en trouver un abordable l'est d'autant plus.

Pour soutenir les étudiants, QS propose d'augmenter la construction de résidences étudiantes abordables. M. Grandmont salue également le travail de l'entreprise d'économie sociale UTILE (Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant). Celle-ci contribue au développement de

logement pour la population étudiante et à la promotion de l'accès au logement.

Les 12 et 13 avril derniers, le PQ a tenu un conseil national sur l'habitation et a proposé des solutions à la crise du logement. Par exemple, un programme de type « Accès logis » qui favoriserait la construction de 35 000 unités ainsi que 10 000 logements étudiants. La formation fait aussi la promotion d'un registre des loyers pour contrer les hausses abusives et un programme de rénovation écoénergétique. M. Paradis explique que l'objectif de ces mesures est de rétablir l'équité entre les générations en ce qui a trait à l'accès à la propriété.

Projets de transport en commun à Québec

Le transport en commun est très utilisé par les étudiants du collégial. Dans les dernières années, de nombreux projets ont été proposés pour améliorer le réseau et le rendre plus adapté aux besoins des utilisateurs.

Le député Étienne Grandmont défend fermement la nécessité d'un tramway à Québec. Sa vision pour l'avenir est de sortir du développement basé sur le tout à l'auto pour se tourner vers le transport collectif. Cela passe, entre autres, par la création d'un réseau structurant attractif, efficace et abordable pour les usagers. L'aide financière gouvernementale aux sociétés de transport est aussi incontournable pour développer le transport en commun.

Le Parti québécois défend également le projet de tramway. Pour M. Paradis, l'implantation d'un réseau de transport structurant est un besoin pressant pour la Capitale-Nationale. De plus, le PQ propose d'établir une « passe climat ». Celle-ci aurait pour objectif de donner un accès illimité à tous types de transport

collectif pour un dollar par jour tout en contribuant à la transition écologique.

Frais de scolarité

QS propose une transition graduelle vers la gratuité scolaire du primaire jusqu'à l'université. Pour ce parti, il s'agit de la meilleure façon de permettre à tous de faire des études supérieures, peu importe leur statut social, et de favoriser la réussite scolaire. M. Grandmont défend aussi la réduction des taux d'intérêt très élevés sur les prêts étudiants qui mettent les jeunes diplômés, déjà endettés, dans une situation précaire.

Le PQ est engagé contre les hausses des droits de scolarité. Pour M. Paradis, plusieurs mesures peuvent être mises en place pour cette situation. Notamment, l'élimination des intérêts sur les prêts étudiants. La formation défend également le principe de gratuité scolaire effective. Cela passe par le maintien de frais de scolarité abordables, par la contribution de ceux ayant plus de moyens aux frais de formation ainsi que des prêts et bourses suffisants pour permettre à toutes personnes d'avoir accès aux études supérieures indépendamment de leurs moyens.

Bref, les députés québécois ont de nombreuses propositions pour améliorer le quotidien des étudiants. Il reste seulement à voir lesquelles se concrétiseront.

Résistances Queer et éducation sexuelle

Par George Lefebvre



Le 19 avril, je suis allé au lancement du livre *Sexualités et Dissidences queers*, coordonné par Chacha Enriquez, au café Saint-Suave. Le livre semble passionnant (je vais y revenir), la discussion est enrichissante, le public (principalement composé de personnes de la diversité de genre) est bienveillant. Les prises de paroles s'enchaînent, et le groupe *Nous ne serons pas sages* vient présenter leur projet. Je reconnais la personne qui parle puisqu'il était passé.e par l'association étudiante plus tôt dans la journée avec Chacha, l'auteure du livre. Ils étaient venu.es pour nous apporter du matériel de mobilisation et des tracts de *Nous ne serons pas sages*. Mais qu'est-ce donc que ce mouvement?

Le comité des sages

En décembre 2023, le gouvernement caquiste de François Legault annonce les chanceux choisis pour faire partie du comité des sages sur les questions d'identité de genre, qui sera mandaté de faire des recommandations au gouvernement considérant les enjeux



trans. Résultats: 3 personnes cisgenres et non spécialistes de la question. Les groupes LGBTQ+ déplorent la formation de ce comité et le choix de ses « Sages », ainsi que le fait que le gouvernement n'ait pas consulté les groupes spécialisés sur la question. Depuis, le comité ne fait que confirmer les peurs de la communauté, en allant chercher des « témoignages » de groupes religieux d'extrême droite pour « représenter l'inquiétude des parents ». Plusieurs problèmes sont soulevés par rapport à la création de ce comité, mais ce n'est pas l'objet de cet article alors passons à la suite.

Nous ne serons pas sages

La réaction de la communauté est immédiate. Un mouvement se forme, et un appel à la dissolution du comité est lancé, maintenant signé par plus de 139 groupes, incluant l'association étudiante du cégep Garneau. L'appel enjoint également à l'action, et des manifestations ont entre autres été organisées, dont celle du 31 mars à Montréal.

« **Nous revendiquons la libération trans.** En ce sens, nous voulons bâtir un monde qui accueille les individus dans leur diversité et défend leur droit de disposer de leurs corps. Nous voulons

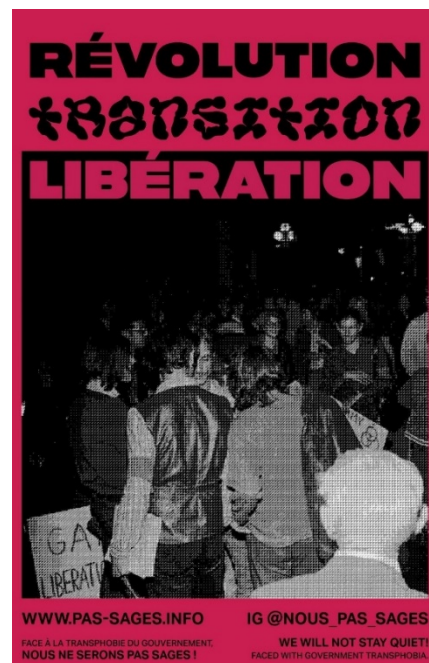
aussi créer une société qui accompagne les gens dans leur exploration et affirmation de genre. Nous considérons que se libérer de l'imposition d'une stricte binarité de genre est bénéfique pour l'ensemble de la population. **Nous continuerons de lutter pour un monde qui ne sème pas le mal-être, l'inconfort et la haine, mais qui nourrit la joie et l'euphorie.** » extrait de l'appel à l'action.



Sexualités et dissidences queer

Pour revenir au lancement du livre, il avait lieu au café Saint-Suave, seul café queer de la ville de Québec, situé dans le quartier Saint-Roch et qui propose une multitude d'activités, dont des lancements de livres (ils vendent d'ailleurs des livres et des zines queer). Aussi des cliniques d'aide sont présentes pour remplir les documents légaux de changement de nom pour les personnes trans. L'organisme *divergences* était également présent, groupe qui « a pour mission d'éduquer la population sur la pluralité des genres, d'offrir des services aux personnes en questionnement ou en transition et d'offrir des espaces bienveillants et accessibles aux personnes trans et leur entourage. »

Le livre est un ouvrage collectif portant sur les pratiques sexuelles considérées « déviantes », et qui sont souvent associées à la communauté LGBTQ+. On y parle de bisexualité, de non-monogamie, mais aussi de cruising gay et de chemsex, ainsi que de consentement. Le livre cherche à faire un pont entre les savoirs universitaires et les pratiques militantes, tout en rendant la théorie le plus accessible possible, repartant de la base pour être sûrs que tout le monde puisse comprendre, peu importe leur niveau de connaissances préalables sur le sujet. Si c'est un sujet qui vous intéresse, le livre a été commandé à la bibliothèque du cégep alors vous pourrez tous.tes y avoir accès gratuitement!



Résistance queer à Québec

Le mouvement ne fait que grandir, et un groupe de *nous ne serons pas sages* devrait se former à Québec dans les prochains mois. Plusieurs tracts et documents d'information sont disponibles à l'association étudiante si c'est quelque chose qui vous intéresse!

ON EST DANS LE TROU

Par Raphaël Blanchet

Un peu comme les papillons qui sortent de leur cocon, les cégépiens prennent peu à peu le contrôle de leurs finances. Une des premières règles que nos parents nous apprennent est la suivante : on doit gagner plus que ce que l'on dépense. Cela semble évident sauf... pour nos gouvernements.

11 milliards de dollars... ou encore 11 000 millions de dollars si vous préférez. Ça, c'est le déficit du budget 2024 du Québec présenté dernièrement par le ministre des Finances Éric Girard. Pour vous donner une idée de l'ampleur de ce déficit, prenons l'image suivante : pour atteindre l'équilibre budgétaire, il aurait fallu que chaque Québécois, incluant les enfants, paye un peu plus de 1 200 \$ supplémentaires à l'État. C'est colossal. Bon, maintenant, cela étant dit, allons voir si le budget fédéral est plus rassurant...

40 milliards de dollars... ou encore 40 000 millions de dollars si vous préférez. Ça, c'est le déficit du budget fédéral 2024 présenté dernièrement par la ministre des Finances Chrystia Freeland. Grosso modo, c'est un autre 1 000 \$ supplémentaire que chaque Québécois incluant les enfants devrait déboursier à l'État pour atteindre l'équilibre budgétaire. Bref, on parle ici de sommes colossales et de déficits historiques.

D'où vient ce déficit?

Comment ça se fait que les déficits budgétaires atteignent des valeurs records alors que nos finances publiques étaient dans un état impeccable il y a moins de 10 ans? Comme la plupart des problèmes,

les causes sont multifactorielles. Il y a bien sûr eu la pandémie, qui a entraîné des dépenses monstres pour sauver l'économie malgré les mesures sanitaires draconiennes. Puis, il y a ce ralentissement économique, que l'on vit depuis plusieurs mois déjà qui diminue les revenus de l'État. Aussi, il faut inclure le vieillissement de la population dans l'équation, car il met une pression énorme sur un réseau de la santé déjà très débordé et très onéreux. Ensuite, il y a les politiques des gouvernements : le gouvernement de monsieur Trudeau est beaucoup plus dépensier que celui de son prédécesseur, monsieur Harper, surtout depuis son alliance stratégique avec le Nouveau Parti démocratique (NPD), un parti de gauche, qui le pousse à mettre en place de nouveaux programmes sociaux comme l'assurance dentaire et l'assurance médicaments, qui sont très utiles pour des milliers de Canadiens, mais aussi très coûteux. Idem au provincial où la Coalition Avenir Québec (CAQ) ironiquement, après s'être présenté comme un parti de centre droit économique, dépense bien plus que son prédécesseur, le gouvernement libéral de monsieur Couillard, avec les Kings de Los Angeles entre autres. Cette dernière vient même d'annoncer la mise en place d'un impôt sur le gain en capital tout comme le gouvernement Trudeau, qui a pris cette idée du NPD, le parti le plus à gauche de la scène fédérale... Un parti de centre droit avec des idées de gauche, disons... Autrement dit, le déficit est causé entre autres par la pandémie, par le ralentissement économique, par le vieillissement de la population et par les positions politiques des élus, mais il y a

aussi un autre élément trop souvent oublié : la productivité.

Un manque de productivité

Les données économiques des dernières années tentent à indiquer un manque de productivité chez les travailleurs canadiens. Un manque de productivité, qu'est-ce que cela implique exactement? Cela signifie que pour chaque heure travaillée, les gens de chez nous créent une valeur inférieure à celle de nos voisins du Sud, ainsi que de nombreux pays d'Europe. Pour les maniaques de chiffres, je vous invite à aller consulter le site web de l'Organisation de coopération et de développement économique qui regorge d'informations à ce sujet.

Ce à quoi je veux m'attarder désormais, c'est l'origine de notre manque chronique de productivité. Les Canadiens seraient-ils tout simplement plus paresseux que les habitants des autres pays? Cette hypothèse semble peu plausible. L'origine de notre inefficacité proviendrait plutôt d'un manque d'investissement et d'innovation. En effet, depuis plusieurs années, notre grand pays souffre d'un cruel manque d'investissement, qui est le nerf de la guerre si l'on souhaite innover et accroître la productivité. Ce manque s'explique principalement par des politiques peu favorables à l'investissement. Par exemple, au Québec, la loi du plus bas soumissionnaire n'incite pas les entreprises à investir, car elles doivent s'assurer de maintenir le plus bas prix pour obtenir des contrats. Ceci est un exemple parmi tant d'autres, mais nos dirigeants se doivent absolument de trouver un moyen d'attirer plus d'investisseurs chez nous en créant un environnement plus propice aux affaires.

Un coup de barre semble absolument nécessaire puisque les conséquences de ce manque de productivité sont bien réelles bien au-delà du déficit budgétaire. Effectivement, alors que le niveau de vie des travailleurs de la plupart des autres pays comparables au Canada augmente, celui du Canada stagne. En fait, notre croissance économique des dernières

**Vous voulez que ça
soit seulement vous
et vos proches qui
prennent des
décisions sur votre
groupe d'amis?**

**Bien intimidez les filles du
groupe au point qu'elles
quittent!**

Abonnez-vous pour plus d'astuces



*Ceci est du sarcasme

années est un peu comme un écran de fumée, car elle s'explique uniquement par la croissance de la population qui stagne comme l'illustre le graphique suivant. De son côté, le PIB par habitant pendant que l'inflation gonfle le coût de la vie.



Source : Base de données des perspectives économiques de l'OCDE, n° 114

Des inquiétudes sensées?

Bon, revenons-en à nos moutons. Des solutions existent assurément pour remédier au déficit budgétaire dont souffrent nos institutions. Améliorer la productivité, appliquer une politique d'austérité, faire plus de place au privé dans certains services dont l'État est responsable, etc. Toutefois, est-ce qu'il est nécessaire de mettre de tels moyens en place? Le déficit est-il réellement un si gros problème que ça? C'est effectivement sujet à débat. Les finances publiques déficitaires présentées par le Canada sont loin de faire figure d'exceptions à travers le monde. D'ailleurs, en mettant les choses en

perspective, il est possible de remarquer que bien que le déficit du Québec soit le plus gros jamais vu en valeur absolue, il existe d'autres budgets dont celui de 1980-81 et 1994-95 qui étaient plus imposants en pourcentage du PIB. Néanmoins, je pense personnellement qu'il est important de faire attention à l'ampleur de notre déficit et surtout d'avoir un plan pour le retour à l'équilibre budgétaire, ce que le gouvernement fédéral n'a pas. Sinon, notre dette ne cessera de croître et ce seront nous, les jeunes, qui en payerons les frais. Pour vous donner une idée de l'ampleur du fardeau de la dette, qui est d'environ de 1 300 milliards, oui milliards de dollars, l'argent perçu annuellement grâce à la taxe sur les produits et services sert presque exclusivement à payer l'intérêt sur la dette! Comme quoi quand maman et papa nous disent de dépenser seulement l'argent qu'on a, on devrait les écouter... pour éviter d'être dans le trou!

La techno et l'école, un bon mélange ?

Par Nathan Fortin

Iphones, tablettes, chromebooks... La technologie s'est invitée dans le sac à dos et même dans la poche de tous les élèves du Québec. Omniprésente, elle influence désormais leur manière d'apprendre, de communiquer et de se divertir. Mais cette intégration croissante soulève des questions et des inquiétudes chez les enseignants. Comment la technologie impacte-t-elle l'éducation et le bien-être des jeunes Québécois ?

La pandémie, encore de sa faute

Comme nous le savons tous, la COVID-19 a frappé le Québec de plein fouet en 2020. Suite à cela, les écoles du Québec ont dû fermer leurs portes. Cette situation inédite a forcé les écoles à s'adapter rapidement et à adopter des solutions technologiques pour assurer la continuité de l'apprentissage des élèves à distance. La demande en soutien technologique a explosé, avec une multiplication par quatre des requêtes provenant des établissements scolaires.

Du jour au lendemain, les plateformes d'apprentissage en ligne, les outils de visioconférence et les ressources éducatives numériques sont devenus des éléments essentiels pour poursuivre l'enseignement. Les enseignants ont dû se familiariser avec ces nouveaux outils et développer de nouvelles pédagogies pour dispenser leurs cours à distance. Les élèves, de leur côté, ont dû apprendre à naviguer dans cet environnement virtuel et à s'adapter à un style d'apprentissage différent. Cette transition vers un apprentissage numérique accéléré a présenté son lot de défis. La fracture numérique, l'isolement social des élèves

et le manque d'accompagnement pour certains ont posé des obstacles importants à la réussite scolaire.

Aujourd'hui ...

Le 31 décembre 2023, le gouvernement du Québec applique une directive interdisant officiellement les cellulaires en classe pour les élèves du primaire et du secondaire. Le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, a adopté cette loi en raison de la distraction que les appareils technologiques pouvaient susciter chez les élèves. Bien que cette loi fut reçue de façon mitigée, il est important de noter que depuis la pandémie, le taux de dépendance aux appareils technologiques s'est vu augmenté radicalement chez les jeunes de 12 à 18 ans.

Un enjeu d'accompagnement et d'éducation

Au-delà de l'interdiction, la question de l'usage du numérique à l'école reste un enjeu complexe qui nécessite une éducation et un accompagnement adéquats des élèves. Il est essentiel de leur apprendre à utiliser les technologies de manière responsable, critique et créative, tant en classe qu'en dehors.

Le ministère de l'Éducation a d'ailleurs prévu des ressources et des formations pour soutenir les enseignants dans l'intégration pédagogique du numérique tout en respectant la nouvelle directive.

Le cinéaste Jules Falardeau fait un tour au Cégep Garneau!

Par Antonin Lahaie

Événement politique : analyse et écoute du film « Journal de Bolivie » réalisé par Jules Falardeau et Jean-Philippe Marcoux

Contexte historique

Depuis la conquête de l'Amérique, majoritairement espagnole au XVe siècle, la violence prédominait, surtout avec le massacre des deux grands empires d'Amérique latine : les Incas et Aztèques. Cette mentalité persista dans le temps, provoquant ainsi la domination culturelle et intellectuelle de l'Empire espagnol en Amérique du Sud en plus de promouvoir la richesse agricole et minière. Ainsi, le peuple était assimilé par la culture espagnole, appauvri à cause de l'enrichissement de l'Espagne et restreint de toute liberté politique par l'autoritarisme espagnol.

Ernesto Che Guevara (1928-1967), un homme politique d'Amérique latine, était un visionnaire prônant des actions radicales pour créer un plus beau et moderne monde pour l'Amérique latine. Il décide de voyager à travers l'Amérique latine afin de mieux comprendre les conditions de la population. Il va découvrir une pauvreté profonde fondée sur la richesse excessive des anciens « conquistador » espagnols (portugais au Brésil) dans leur *Hacienda* vouée à l'esclavagisme des latinos.

Voyant l'effondrement culturel et économique du peuple d'Amérique latine post-colonialiste, Che Guevara proclama haut et fort « triompher ou mourir », ce qui le poussa à forger son idéologie révolutionnaire (marxiste-socialiste) à Cuba. Il effectue sa propre révolution au côté du peuple et prend le pouvoir en



1959. Cependant, son assouvissement révolutionnaire n'était pas complètement comblé, il voulait répandre la révolution socialiste à travers l'ensemble de l'Amérique latine. C'est pour cela qu'il initia une guérilla (guerre) révolutionnaire en Bolivie jusqu'en Argentine. Le président bolivien, René Barrientos, apeuré par le poids qu'aura son régime sur son pays jusqu'en Argentine et voulant respecter les ordres de la CIA, décide d'envoyer son armée bolivienne pour l'exécuter le 9 octobre 1967.

Synopsis du documentaire « Journal de Bolivie— 50 ans après la mort du Che »

Cet événement prenait place à l'Agora et fut organisé par le comité Mobilisation action sociale. L'événement avait pour but de mettre de l'avant le documentaire *Journal de Bolivie*, sorti en 2019, écrit et réalisé par Jean-Philippe Marcoux et Jules Falardeau, fils de Pierre Falardeau, surtout connu pour ses films sur Elvis Gratton. En effet, cet événement avait pour but de forger le sens critique de tous durant la rencontre.

Ce film commence par la commémoration du gouvernement Evo Morales, de Bolivie, sur le cinquantième anniversaire de la mort de Che Guevara en 1967. Nous sommes ainsi embarqués rapidement dans le film lors du périple en autobus de trois générations de membres du groupe guévariste *Juventud Libre* (Jeunesse libre). Il traverse la « Route du

Che » à pied et les montagnes boliviennes pour comprendre les sacrifices du Che et de son armée. De plus, ces trois personnages vont transmettre leurs savoirs aux générations futures dans les petits villages boliviens. Nous remarquons des anarchistes muralistes qui imprègnent le visage du Che partout dans la ville de Sucre.

En fin de compte ce documentaire présente de manière générale l'importance du combat, de la résilience, mais surtout la mémoire : se rappeler les combats du passé pour mieux avancer dans l'avenir.

Biographie

Fils de cinéaste de Pierre Falardeau (*Elvis Gratton*, *Amuse-gueule*, *C'est pas moi, je le jure*), il écrit son premier court métrage qui s'intitule *Noble Art*, parlant d'un jeune boxeur de 8 ans présentant de la résilience et de la détermination. Plus

**Vous n'aimez pas le fait que la
Cour suprême du Canada ait le
dernier mot sur la justice dans
le pays?**

Bien écoutez-les pas!

Abonnez-vous pour plus d'astuces



*Ceci est du sarcasme

tard, il effectue une de ses plus grandes œuvres : *Reggie Chartrand, patriote québécois*. Un film présentant encore une fois un boxeur, cette fois-ci franco-ontarien, militant pour la souveraineté québécoise. Ce film présente dès lors le militantisme face à l'assimilation des Québécois en territoire canadien. Il s'engage aussi pour la défense des droits et libertés en effectuant un vidéoclip sur divers pays en Europe. En 2020, il publie son film *Journal de Bolivie - 50 ans après la mort du Che*, qui devient un grand succès pour sa carrière et qui le rend beaucoup plus populaire et connu à travers la pop-culture québécoise.

Interview avec Jules Falardeau

Qu'est-ce qui t'inspira à faire le film Reggie Chartrand en 2006?

« J'ai toujours aimé Reggie Chartrand depuis que je suis petit, lorsqu'il était à son *prime* à la boxe. Je l'ai ensuite rencontré en 1995, lorsqu'il était retraité de la boxe. J'ai alors effectué mon premier film *Noble Art*, à 20 ans, pour promouvoir son histoire et son combat. Il était un visionnaire et avait créé le groupe d'autodéfense, les *Chevaliers d'indépendance* qui boxait contre des joueurs ontariens en 1964. Il représentait bien le courage et la force du Québec. »

Quel était ton objectif lors de la réalisation de ton documentaire sur le Festival des Libertés en 2012?

« Je faisais partie d'une équipe de trois sur 12 cinéastes. En effet, après la grève étudiante (Printemps érable), je voulais prôner la défense des droits et libertés, nous tournions nos courts métrages au Sénégal, en Bulgarie, en Belgique, au Québec et en France. »

Voulais-tu promouvoir la souveraineté québécoise à travers ton documentaire Journal de Bolivie?

« Je veux montrer ce qu'est le militarisme afin de fortifier l'histoire collective, faire grandir les gens et enseigner sur le peuple nationaliste bolivien. »

Quelle est ta plus grande réalisation et pourquoi?

« Mon documentaire *Journal de Bolivie*, car cette œuvre cinématographique représente 4 ans de ma vie et a une grande valeur symbolique du combat, de la persévérance et du patrimoine historique d'un pays. »

Quel message voudrais-tu laisser à notre génération sur l'avenir du Québec?

« De s'engager individuellement dans l'apprentissage de l'histoire internationale et/ou du Québec. Il faudrait par contre être conscient de l'histoire de sa nation. »

Quelles sont tes inspirations d'un film futur?

« Je travaille sur un film intitulé *Robin Desbois Bulgare* qui présenterait la transmission du savoir et certaines valeurs. Je n'en dis pas plus. »

As-tu suivi les traces de ton père Pierre Falardeau, ou tu comptes drastiquement forger une voie différente?

« Nous avons des influences communes. Cependant, de mon côté, j'ai eu accès à l'Internet et les réseaux sociaux qui m'ont donné d'autres opportunités cinématographiques. »

Sommes-nous près de l'ère du 3^e référendum?

Par Antonin Lahaie

Tout d'abord, je ne tiens pas à vous convaincre de l'idéologie souverainiste, mais tout simplement à vous informer sur les bons coups et les informations qui sont énoncés par le chef du Parti québécois Paul Saint-Pierre Plamondon (PSPP).

« Les Québécoises et Québécois doivent réaliser que notre prochain rendez-vous avec l'histoire, car il aura lieu, est peut-être, en fait fort probablement, notre chance ultime de se donner une pérennité linguistique et culturelle » a mentionné le chef péquiste PSPP lors de son discours le 14 avril, un dimanche à Drummondville.

Effectivement, le Parti québécois rehausse en termes de popularité en ayant jusqu'à 34% des intentions de vote contre 25% pour la CAQ, selon le sondage Léger. Le Parti québécois est considéré comme un parti protecteur de la langue française et de l'interculturalisme québécois. Une dizaine d'années après la quasi-disparition du Parti québécois dans la sphère politique, le peuple québécois veut-il du changement jusqu'à vouloir la souveraineté? Dans ses discours, PSPP commence à devenir de plus en plus radicalement critique envers le fédéral pour montrer que celui-ci effectue de l'ingérence dans la province du Québec. L'ingérence est présente notamment en termes d'immigration, langue française et peuple autochtone. PSPP mentionne aussi qu'il faudra choisir entre l'indépendance et rester dans le Canada et peu à peu « disparaître ». Ainsi, en tant que citoyens québécois, nous devons nous informer sur ce sujet pour bien voter en vigueur de l'avenir du Québec. Que

recherchons-nous pour le Québec? La seule solution est de s'informer politiquement selon nos valeurs et notre vision du Québec.

D'autres diront, avec comme référence PSPP, que l'indépendance permettrait d'acquérir des pouvoirs législatifs pour ensuite effectuer les changements nécessaires. Ainsi, si la montée du PQ arrive réellement, on pourrait s'attendre dans 2 ans à un 3^e référendum dans l'histoire du Québec. De plus, on remarque une compétition à l'intérieur de notre génération par rapport à leur intention de vote de 36% pour QS et 27% pour le PQ. De ce fait, les élections à venir s'annoncent sûrement être une compétition entre le porte-parole de Québec Solidaire, Gabriel Nadeau-Dubois, et le chef du Parti québécois, Paul Saint-Pierre Plamondon.

C'est pour cela qu'il est le moment de réfléchir à votre vision du Québec! Vous devez vous informer sur votre histoire, vos valeurs québécoises et surtout votre opinion sur ce sujet afin d'être équipé pour les élections qui vont venir plus vite que vous le pensez!



Source: <https://leger360.com/fr/intentions-de-et-mesures-budgetaires-au-quebec/>

Les guerres oubliées

Par Clara Agharazii et Lou'Ann Thibeault

L'année dernière, la une regorgeait de nouvelles concernant la guerre Russo-Ukrainienne. Ces derniers temps, cette dernière se fait de plus en plus éclipser par le conflit israélo-palestinien. Si une guerre aussi importante commence à perdre de l'attention, qu'en est-il de celles qui ont commencé il y a des années? Ces guerres oubliées par les médias entraînent des conséquences désastreuses et peu connues de la population externe au conflit. Il est cependant extrêmement important de parler de ces conflits et des populations oubliées, car c'est en leur donnant de la visibilité que la population externe peut se mobiliser pour aider, comme elle le fait pour le peuple ukrainien ou palestinien.

Conflit dans la République Démocratique du Congo

Le conflit dans la République Démocratique du Congo (RDC) ne tient pas d'hier. Depuis 30 ans, différents enjeux enclenchent différentes guerres ou conflits armés. En réponse à ces violences partout dans le pays, près de 200 groupes armés rebelles ont été créés contre les pays envahisseurs ou le gouvernement lui-même. Depuis 2012, un groupe particulièrement important de par son nombre et par sa force fait dominance sur les autres groupes rebelles : le M23. Il refait surface en 2021 en lançant des attaques afin de s'opposer au gouvernement congolais. C'est le conflit M23-gouvernement qui fait toujours rage aujourd'hui dans la région du Nord-Kivu. Le groupe armé est soutenu par le Rwanda, ennemi de longue date de la RDC, ce qui accentue les tensions. Ce conflit armé fait énormément de victimes,

car la population de cette région est prise sous le siège du M23. Le M23 nie toute allégation. Selon eux, ils protègent la population. Cependant, lorsqu'une personne fuit la région pour sa sécurité, il lui est presque impossible d'y retourner sans se faire exécuter par les membres du M23. Selon le rapport mondial de 2023 de Human Rights Watch, plus d'un million de personnes ont dû fuir leur foyer. Le gouvernement, afin de combattre le groupe rebel, bombarde la région et entretient un climat de peur chez la population.

Situation précaire à Haïti

Haïti, petit pays logé dans la mer des Caraïbes, est dans une situation humanitaire précaire depuis plusieurs décennies, mais qui, selon l'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS), aurait atteint un niveau critique depuis septembre 2022 en raison de l'augmentation de violence par des gangs révoquant un accès au pouvoir. Haïti est aux prises avec plus de 200 gangs armés qui dominent l'armée nationale. Cette dernière a peu de ressources et peu d'effectifs, alors que les gangs se financent grâce à l'argent qu'ils tirent rançons de leurs multiples kidnappings. Les gangs sont la véritable cause du climat de terreur et d'insécurité qui a poussé près de 100 000 habitants à fuir leur domicile à Port-au-Prince ce dernier mois selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Dernièrement, après les innombrables appels à la démission, le président Ariel Henry a enfin annoncé sa démission au gouvernement. Cette nouvelle apporte beaucoup d'espoir pour le peuple haïtien,

malgré le fait que rien n'assure qu'une véritable démocratie pourra enfin voir le jour. Les gangs, occupant la capitale d'Haïti, ne se plieront pas tant qu'ils ont accès à la prise de décision. Advenant le cas où ces derniers ne sont pas considérés dans les discussions, il est dur d'imaginer une résolution du conflit. Pour l'instant, les gangs continuent d'alimenter le climat instable en Haïti. La crise humanitaire a atteint un seuil critique. La population n'a plus accès à l'eau potable ni aux soins médicaux et subit une violence sans relâche.

Guerre civile du Myanmar et situation des Rohingyas

Le Myanmar, logé entre l'Inde, la Chine et la Thaïlande, est un pays réunissant plus de 135 ethnies différentes. Les tensions entre les groupes principaux sont à la base des principaux problèmes de cette nation : depuis 2021, une guerre civile rage au cœur du pays. Selon l'ACLED, cette guerre souvent oubliée des médias est l'une des plus violentes de celles en cours avec au moins 50 000 morts recensés en trois ans de guerre. Même si les racines de ce conflit remontent dans les années 50, en février

2021, un coup d'État renverse le gouvernement et le Tatmadaw, la force militaire du pays, prend le pouvoir, assumant le statut de junte aux yeux internationaux. Le Tatmadaw repousse les manifestations d'une manière sanglante, ce qui amène la formation de différents groupes armés dont le but est de renverser la junte. Déterminé à garder le pouvoir, le Tatmadaw utilise une méthode agressive en attaquant délibérément des villages de civils pour forcer les groupes rebelles à se montrer. Des centaines de milliers de Myanmarais sont forcés de se déplacer, leurs villages pillés, brûlés et détruits par les bombes. Un groupe minoritaire musulman est particulièrement ciblé au Myanmar, les Rohingyas, qui sont victimes de persécution depuis des décennies, et dont la situation détériore. Considéré comme un génocide ainsi qu'une purification ethnique par l'ONU, les actes de l'armée ont provoqué entre 2016 et 2018, autour de 25 000 morts, plusieurs ayant été violés, torturés ou brûlés. Les atrocités commises contre cette minorité ont déclenché la plus grande crise migratoire de l'Asie du Sud-Est depuis la guerre du Vietnam, avec le plus grand camp de réfugiés au Bangladesh, rempli de

Vous êtes tannés que le transport en commun ne s'améliore pas?

Bien arrêtez de le prendre!

Abonnez-vous pour plus d'astuces



*Ceci est du sarcasme

Rohingyas cherchant à s'échapper de ce cauchemar.

Crise climatique et politique en Somalie

Les Somaliens ne semblent pas avoir eu de répit depuis longtemps, les catastrophes s'abattant sur eux sans relâche et se faisant de plus en plus graves ces derniers temps. La Somalie est située sur la Corne de l'Afrique, un des lieux les plus affectés par les changements climatiques : le climat semi-désertique rend la terre incultivable et l'élevage difficile, ce phénomène est accentué par les sécheresses qui provoquent de nombreux mouvements migratoires depuis plusieurs années. La position géographique et la surface relativement plate rendent le pays vulnérable à de nombreuses catastrophes naturelles telles que des crues subites, des sécheresses et des cyclones. La plupart des rares services mis en place sont surchargés et la plupart ont été détruits par le climat ou la guerre en cours depuis les années 90. Cette guerre infiniment compliquée en raison des nombreux acteurs, enjeux et renversements a plongé la Somalie dans un climat chaotique et dangereux. Plusieurs groupes islamiques notamment Al-Shabaab ont gagné en pouvoir, ce dernier combattant le gouvernement fédéral et les troupes de maintien de la paix de l'Union africain pour le contrôle du pays. Les morts et les réfugiés ont été difficiles à quantifier et les chiffres diffèrent d'un organisme à l'autre. Ce qu'il faut retenir de cette situation complexe, c'est que les Somaliens vivent actuellement dans un climat très fragile, autant politiquement que climatiquement et que ce pays aura besoin d'aide pour regagner un peu de stabilité.



LA CRISE

**Vous souhaitez un
bel été!**

À l'automne prochain!

Citation du jour



*« Hey la direction du Cégep,
pouvez-vous au moins
reconnaître la démocratie
étudiante pour l'an prochain? »*

François-Xavier Garneau

Historien, poète et gars qui porte le
même nom que le Cégep

Bover Souverain- Cola



Cet homme n'est pas seulement cool parce qu'il porte une paire de lunette à l'intérieur, il boit du SOUVERAIN-COLA! Contrairement à ses concurrents, SOUVERAIN-COLA est la seule boisson gazeuse qui contient 100% de PSPP (Paul Saint-Pierre Plamondon). Demandez du SOUVERAIN-COLA dans votre dépanneur près de chez vous!

Peut contenir du PKP (Pierre Karl Péladeau) qui peut vous faire crier « UN PAYS! » tout en levant votre point dans les airs.



Souverain-Cola